

## Après la COP17, donner corps à la reconnaissance du pastoralisme

Oulan-Bator, 28 août 2026. La COP17 de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification s'achève en Mongolie après deux semaines de négociations difficiles. En pleine Année internationale des parcours et des éleveurs pastoraux (IYRP), le pastoralisme y a gagné une visibilité rarement atteinte. Cette reconnaissance permettra-t-elle de changer la donne pour les pasteurs, de mieux protéger leurs droits, leur mobilité et leur accès aux parcours ? Trois experts présents à Oulan-Bator croisent leurs regards : Gregorio Juan Velasco Gil (FAO), Igshaan Samuels (Alliance mondiale de l'IYRP) et Harouna Abarchi (groupe IYRP Afrique de l'Ouest et du Centre).



Igshaan Samuels, écologue sud-africain, co-président de l'Alliance mondiale de l'IYRP

AVSF



Harouna Abarchi, pastoraliste nigérien, co-président du groupe IYRP pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

AVSF



Gregorio Juan Velasco Gil, coordinateur de la Plateforme des connaissances sur le pastoralisme de la FAO

AVSF

*GDS : Que change la convergence entre la COP17 et l'Année internationale ?*

**Igshaan Samuels** : L'Année internationale offre aux pasteurs une plateforme pour expliquer comment fonctionne le pastoralisme et quels bénéfices il apporte, notamment face à la désertification et aux sécheresses. La Convention permet ensuite de faire entrer ces pratiques dans l'espace des politiques publiques. Les messages venus du terrain ont été portés jusqu'au rassemblement mondial d'Oulan-Bator, puis dans les négociations de la Convention : de la pratique aux politiques publiques, du local au mondial.

**Harouna Abarchi** : Les onze régions de l'Alliance étaient représentées à Oulan-Bator. La COP rassemblait aussi près de 200 Parties, ainsi que de nombreuses institutions internationales, organisations de la société civile et universités. Nous, pasteurs du monde entier, avons élaboré une déclaration qui expose clairement les obstacles rencontrés par le pastoralisme et sa contribution déterminante à la lutte contre la désertification.

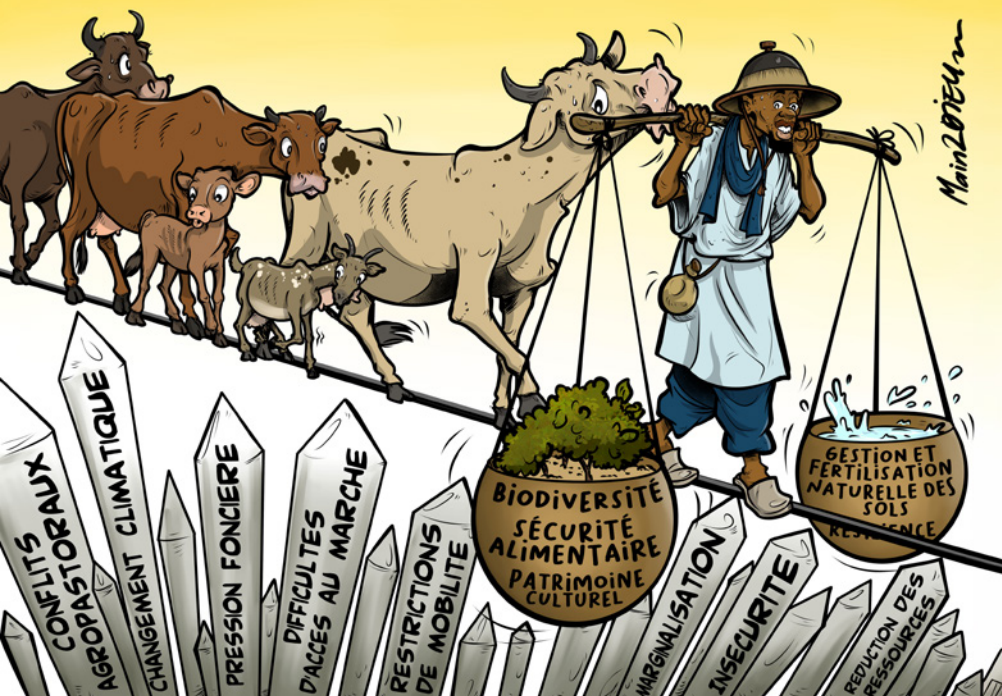
**Gregorio Velasco Gil** : Depuis plus de dix ans, l'Alliance mondiale cherche des espaces politiques où porter la question du pastoralisme et des parcours. La concomitance de la COP17 et de l'Année internationale a donné une visibilité exceptionnelle et nouvelle à ces sujets. Il faut maintenant entretenir cette dynamique. Pourquoi ne pas faire du pastoralisme un modèle pilote de système de production durable et montrer sa contribution aux trois conventions de Rio, sur la désertification, le climat et la biodiversité ?

*GDS : Quel rôle la mobilité pastorale joue-t-elle dans la préservation et la régénération des terres ?*

**Harouna Abarchi** : Dans les zones arides, les ressources sont rares, dispersées et variables. Au cours de leurs déplacements, les animaux transportent des semences dans leur pelage ou leurs déjections. Ils fertilisent les sols. Cette circulation contribue ainsi à entretenir la biodiversité. On accuse souvent le pastoralisme de dégrader les terres alors qu'en zones arides et semi-arides, il restaure et régénère.

**Igshaan Samuels** : Le pastoralisme est plus qu'un système de production : c'est un mode de vie adapté à des milieux qui ne sont jamais statiques. Pour vivre, les pasteurs doivent aller là où sont les ressources, et c'est cette mobilité qui les empêche de dégrader la terre. La dégradation commence lorsque des barrières sont dressées devant eux : barrières physiques ou administratives, conflits, maladies. Quand la mobilité s'arrête, il y a du surpâturage, de l'érosion, et des zones qui deviennent sources de tempêtes de sable.

**Gregorio Velasco Gil** : Dans certains territoires arides, pendant plusieurs mois de l'année, le passage des animaux constitue l'un des rares apports de matière organique. Les principales contraintes qui pèsent sur les espaces pastoraux viennent des autres usages : expansion des terres cultivées, urbanisation et infrastructures. Je crois que, si l'on rend aux communautés pastorales l'espace de mobilité auquel elles avaient coutumièrement accès, on n'aura jamais de parcours dégradé à cause du pastoralisme.



Entre pressions foncières, changement climatique et restrictions de mobilité, les pasteurs préservent un équilibre fragile, essentiel aux sociétés et aux écosystèmes.

Illustration de Main2DIEU, dessinateur burkinabè repéré lors du concours Désertif'actions 2026, organisé par le CARL. bac.lamaindedieu@gmail.com et Instagram : Main2Dieu. Avec son aimable autorisation.

### GDS : Comment faire reconnaître les multiples services rendus par les parcours ?

**Gregorio Velasco Gil** : Pour influencer les politiques publiques, nous avons besoin de méthodes solides apportant des données probantes incontestables sur ces multiples services. À la FAO, le Modèle mondial d'évaluation environnementale de l'élevage (GLEAM) doit encore être adapté aux systèmes pastoraux. Ceux-ci ne peuvent pas être évalués uniquement à travers leur contribution à l'approvisionnement alimentaire. La recherche doit aussi mieux mesurer leurs autres services écosystémiques :

préservation de la biodiversité, stockage du carbone dans les sols et la végétation, conservation et restauration des terres. Ainsi, le pastoralisme sera pris en compte dans les politiques publiques, conformément aux engagements que les États ont pris dans le cadre des trois conventions de Rio.

**Igshaan Samuels** : On ne peut pas enfermer le pastoralisme dans une seule politique. Les politiques relatives à l'eau, au carbone, à la biodiversité ou à l'agriculture doivent se parler et préserver la souplesse dont les systèmes pastoraux ont besoin. Les investissements ne devraient pas être évalués seulement sous l'angle économique. Il faut comptabiliser aussi l'ensemble des bénéfices écologiques et sociaux du pastoralisme.

Les politiques fixent parfois des objectifs sans savoir comment les atteindre sur le terrain. Les pasteurs ne doivent pas être considérés seulement comme des bénéficiaires : ils contribuent directement à produire ces différents services. Ils sont donc des acteurs essentiels de leur mise en œuvre.

### GDS : Comment traduire cette reconnaissance en actes ?

**Gregorio Velasco Gil** : En 2026, l'Année internationale et la COP ont fait entrer le pastoralisme dans l'agenda mondial. Mais lorsqu'on parle des communautés pastorales, il faut intervenir au niveau des pays et, parfois, à l'échelle régionale. En Afrique de l'Ouest, des politiques et des stratégies en faveur des systèmes pastoraux mobiles ont récemment été approuvées. Il est maintenant temps que les communautés pasto-

rales prennent la tête de cette dynamique et portent elles-mêmes leurs priorités. Le rôle des organisations internationales est de les appuyer, d'ouvrir des espaces de dialogue politique, d'apporter des données scientifiques et de soutenir leur plaidoyer.

**Harouna Abarchi** : Le foncier pastoral subit une forte pression, liée notamment à la croissance de la population et du cheptel, à l'insécurité et à l'affectation des terres à des usages agricoles ou industriels. Il faut sécuriser les chemins de transhumance, les aires de pâturage, l'accès à l'eau et aux services de santé animale... Ces défis ne concernent pas seulement les pasteurs : fragiliser l'élevage pastoral, c'est aussi menacer un système de production dont dépendent de nombreuses familles.

**Igshaan Samuels** : Il faut reconnaître les institutions locales et coutumières qui régulent les pratiques pastorales. Il faut aussi investir dans des infrastructures qui accompagnent la mobilité plutôt que d'imposer la sédentarisation : des écoles, des services de santé et des marchés accessibles le long des itinéraires de mobilité. Les gouvernements doivent faciliter le dialogue entre usagers des terres et mieux coordonner les acteurs, notamment privés.

Le pastoralisme doit aussi entrer dans les programmes scolaires et universitaires. De nombreux enseignements sur l'écologie continuent de transmettre des représentations erronées. Une meilleure compréhension du pastoralisme par l'ensemble de la société faciliterait le dialogue avec les communautés. ■

Propos recueillis sur place par  
Bernard Bonnet (Iram), Manon Lelarge (AVSF),  
Buyan-Ulzii Ganbold (AVSF Mongolie),  
Chris Bartels (AVSF Mongolie)

« POURQUOI NE PAS FAIRE  
DU PASTORALISME  
UN MODÈLE PILOTE DE  
SYSTÈME DE PRODUCTION  
DURABLE ET MONTRER SA  
CONTRIBUTION AUX TROIS  
CONVENTIONS DE RIO,  
SUR LA DÉSERTIFICATION,  
LE CLIMAT ET LA  
BIODIVERSITÉ ? »

#### EN SAVOIR PLUS :

Rassemblement mondial des peuples pastoraux, 2026.  
Déclaration d'Oulan-Bator. Nos terres, nos territoires, nos cultures et notre avenir.

FAO, Modèle pour l'évaluation environnementale de l'élevage mondial (GLEAM).  
Portail en ligne : [www.fao.org/gleam/fr/](http://www.fao.org/gleam/fr/)

Cirad, 2026. Pastoralisme et conventions de Rio : activer les synergies pour des socio-écosystèmes résilients.

CSFD, 2026. Un pastoralisme durable, essentiel à la lutte contre la désertification. Note politique.